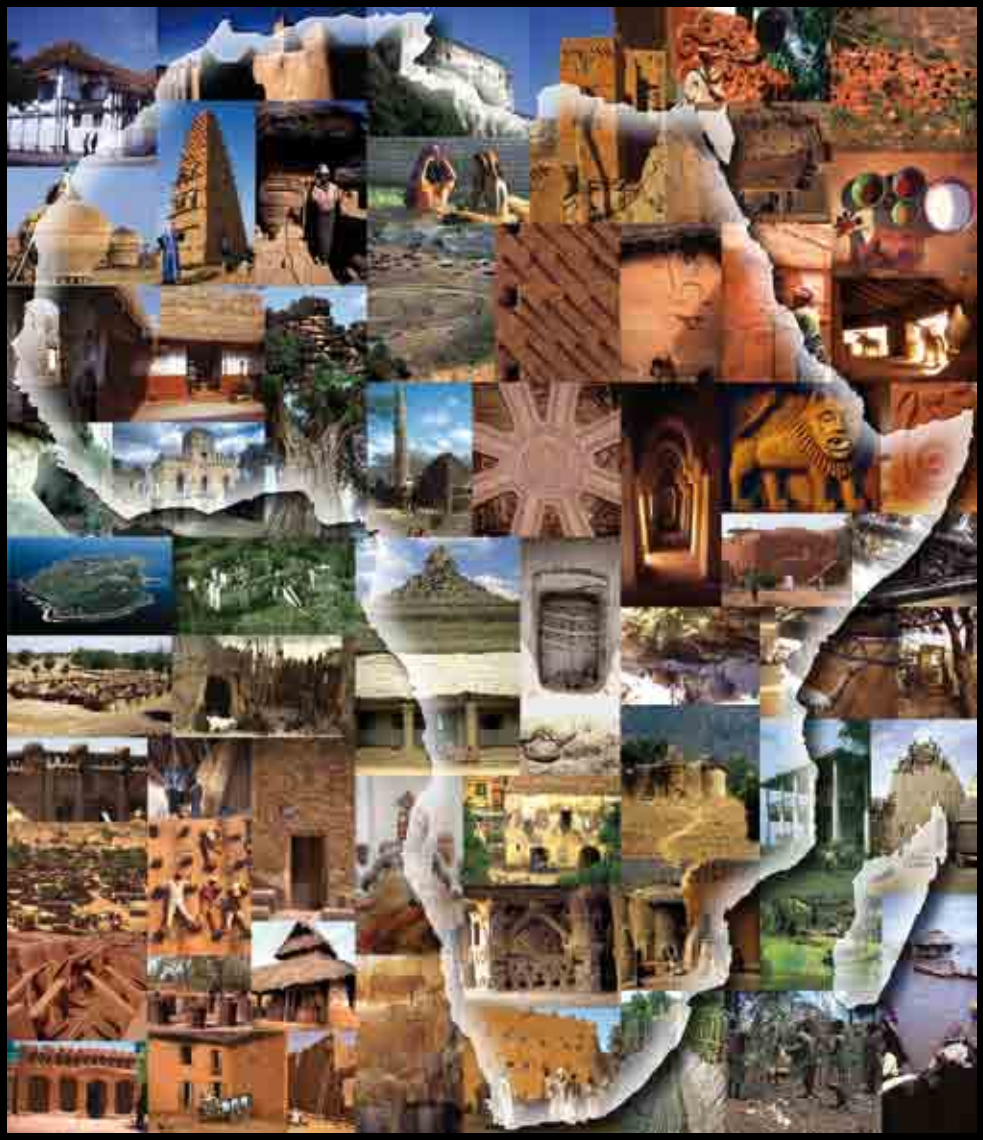
Africa 2009



Conservation du Patrimoine Culturel Immobilier en Afrique sub-saharienne

Bilan final

Juin 2010

Pendant douze ans, le programme Africa 2009 a contribué à l'amélioration de la gestion et de la conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique sub-saharienne. Le programme a été développé sur la base des résultats d'une enquête réalisée en 1996 à laquelle 32 pays africains avaient répondu, et fut lancé en 1998 lors d'une réunion régionale sur le patrimoine culturel africain organisée à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Ce programme a été le fruit d'un partenariat entre les institutions du patrimoine culturel africain, l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial, l'ICCROM, CRATerre-ENSAG, l'EPA et le CHDA.

african cultural heritage organisations

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Convention du patrimoine mondial

ICCROM

CRAterre
ENSAG

EPA
ÉCOLE DU PATRIMOINE AFRICAIN

CHDA
Centre for Heritage Development in Africa

Africa 2009

Conservation du Patrimoine Culturel Immobilier en Afrique sub-saharienne

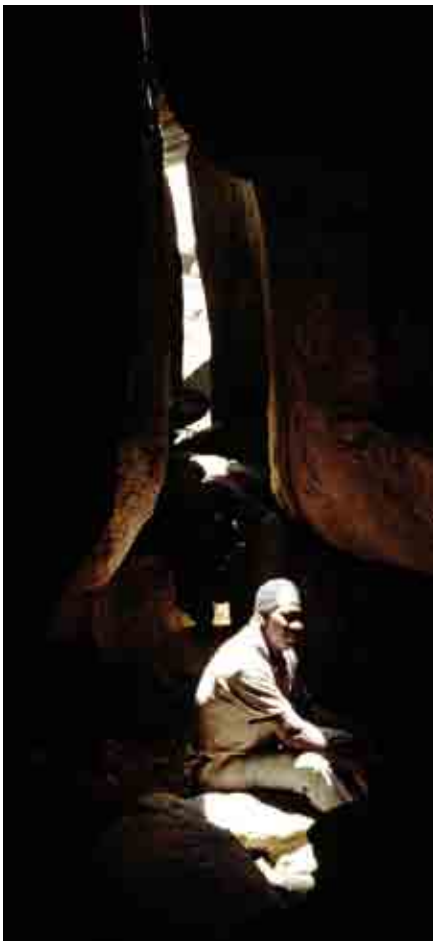
« Tous les efforts fournis par Africa 2009 pour répondre à la fois aux besoins actuels et aux attentes des institutions africaines ont permis d'assurer l'utilité et l'efficacité des activités développées et garanti le très grand succès de ce programme. »

Extrait du rapport d'évaluation 2009 par George Abungu et Jacob Sovoessi

Un Patrimoine **Culturel** Immobilier **extraordinaire**

En tant que berceau de l'humanité, l'Afrique possède un patrimoine culturel particulièrement riche et varié. Outre les plus anciens sites hominidés, s'y trouvent des villes historiques, de très nombreux monuments, mais aussi une grande diversité de paysages culturels et naturels.
Qui connaît les mosquées de Tombouctou, les ruines du Grand Zimbabwe, la Forêt sacrée d'Osun-Oshogbo, les villes Swahili de Zanzibar et Lamu ou l'Île de Gorée peut attester des valeurs, de l'originalité et de la diversité du patrimoine africain, et de son importance au sein du patrimoine mondial.
Néanmoins, trop de biens culturels africains importants restent encore inconnus, méconnus ou mal entretenus, et sont par conséquent en péril.

Vers une meilleure reconnaissance



Les nouvelles approches pour la conservation du patrimoine favorisent la prise en compte de la relation entre les patrimoines matériels et immatériels et sont donc mieux adaptées aux réalités africaines. En effet, ici, la construction monumentale et la création artistique représentent rarement un but en soi mais sont plutôt le résultat de motivations à la fois pratiques, sociales et religieuses. L'adoption des concepts de Paysages Culturels, de Routes, et de Cultures Vivantes a ainsi encouragé la reconnaissance de nouveaux biens culturels, même si ceux-ci ne présentent pas de caractéristiques de type monumental.

Conclusions de la Réunion d'experts sur la Stratégie Globale organisée au Siège de l'UNESCO en 1994 :
« En 1972, la notion de patrimoine culturel était très largement contenue et résumée par les seuls monuments architecturaux. Depuis lors, l'histoire de l'art et de l'architecture, l'archéologie, l'anthropologie et l'ethnologie ne s'attachent plus à l'étude des seuls monuments isolés, mais plutôt à la prise en compte d'ensembles culturels complexes et multidimensionnels qui traduisent dans l'espace les organisations sociales, les modes de vies, les croyances, les savoir-faire et les représentations des différentes cultures passées ou présentes dans l'ensemble du monde. Chaque témoignage matériel ne doit donc pas être pris isolément, mais dans tout son contexte et dans la compréhension des multiples relations qu'il entretient de façon réciproque avec son environnement physique et non physique».

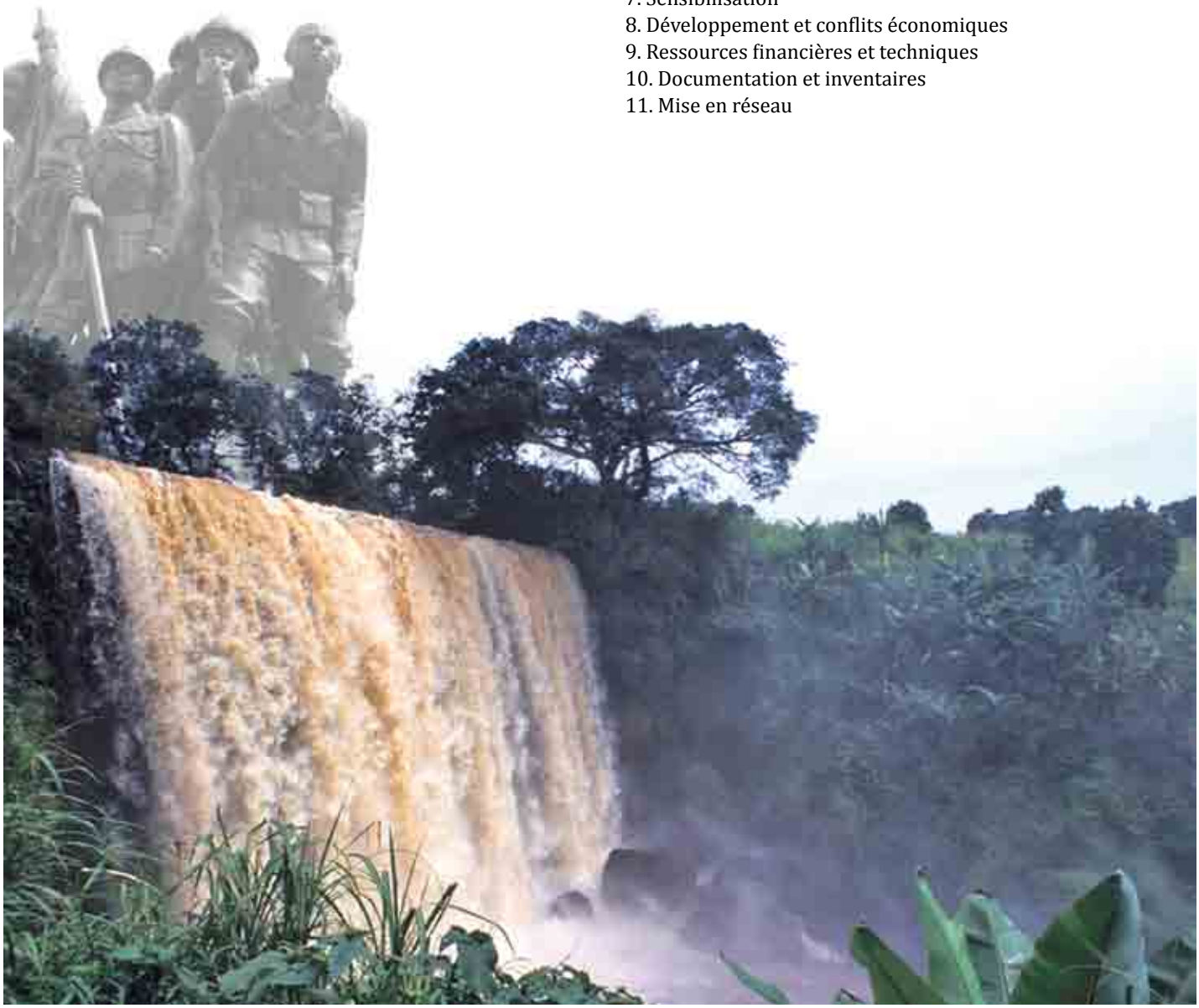
Problèmes à résoudre

Le programme Africa 2009 reposait sur le constat qu'en Afrique, les problèmes liés à la conservation doivent être abordés non seulement sous l'angle de solutions techniques, mais également en prenant bien en compte l'environnement des sites, tout comme les inquiétudes et les espoirs des parties prenantes et des communautés concernées.

En 1996, une enquête a été réalisée afin d'évaluer l'état du patrimoine culturel immobilier en Afrique. Elle a été diffusée dans les 44 pays de la région et plus de 60% des pays y ont participé. Sur la base de cette enquête, une stratégie de formation pour la conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique sub-saharienne a été élaborée et présentée lors de la réunion sur la stratégie de formation du Patrimoine mondial qui a eu lieu à l'ICCROM, à Rome, en septembre 1996. Ce document a ensuite été approuvé par le Comité du Patrimoine Mondial lors de sa vingtième session ordinaire qui s'est tenue à Merida, au Mexique, en décembre 1996.

Des faiblesses ont été identifiées dans les domaines suivants :

1. Politiques de conservation
2. Législation
3. Structures institutionnelles
4. Ressources humaines
5. Planification et gestion
6. Mécanismes participatifs
7. Sensibilisation
8. Développement et conflits économiques
9. Ressources financières et techniques
10. Documentation et inventaires
11. Mise en réseau



Objectif **du Programme**

Le but du programme Africa 2009 était d'améliorer les capacités nationales pour la gestion et la conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique sub-saharienne.
Le terme « patrimoine culturel immobilier » concerne les monuments, les bâtiments, les sites, les établissements humains, les paysages culturels et les aspects intangibles associés à ces biens.
Il fut par ailleurs reconnu nécessaire de bien intégrer la conservation et la gestion du patrimoine et le développement durable, et donc d'établir des relations claires entre le patrimoine et les questions sociales, économiques, culturelles et environnementales.

Résultats attendus

Le programme devait atteindre les quatre résultats suivants :

1. accroître la capacité des institutions nationales à gérer et à conserver les sites patrimoniaux nationaux ;
2. convaincre les professionnels, les décideurs et les communautés locales de l'importance du Patrimoine culturel immobilier et de son rôle dans le développement durable ;
3. mettre en place un réseau actif de professionnels qui partagent une approche commune (vision et pratiques) et échangent informations et expériences ;
4. renforcer les capacités des institutions de formation de l'Afrique sub-saharienne, en vue d'assurer la poursuite effective d'actions sur le long terme.

Public concerné

Le programme Africa 2009 s'adressait à plusieurs types de publics :

- les professionnels et artisans engagés dans la planification, la gestion, la conservation, et l'entretien du patrimoine culturel immobilier ;
- les communautés, y compris les femmes et les jeunes, et autres parties prenantes, qui vivent dans ou près des sites patrimoniaux ;
- les représentants politiques et décideurs responsables de la conservation du patrimoine culturel immobilier ;
- les institutions de formation et les formateurs.

Les quatre phases **du Programme**

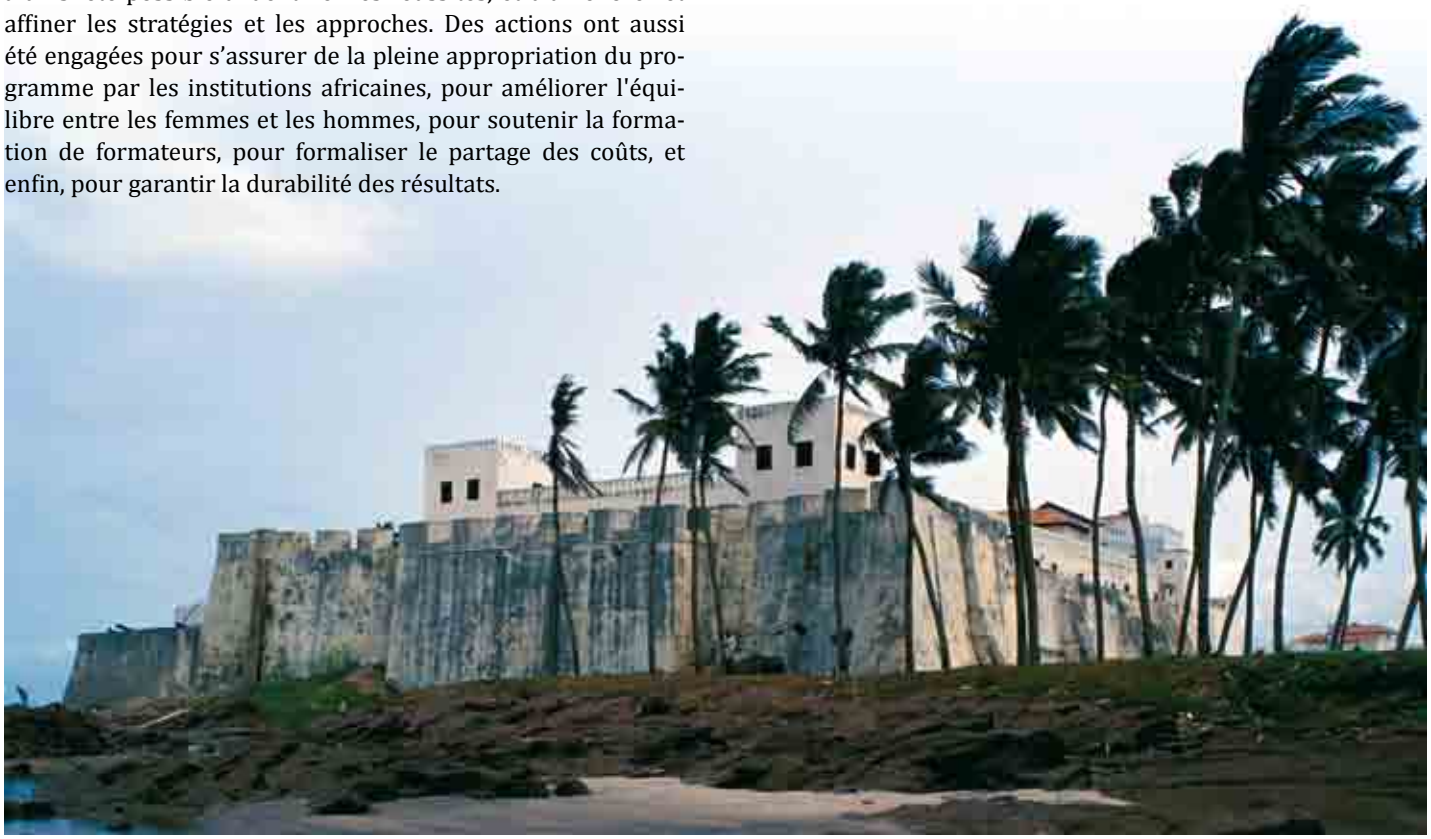
Phase préparatoire (1996-1998)
Cette première étape a consisté en une enquête auprès des institutions et des professionnels du patrimoine afin d'évaluer les différents besoins en lien avec la conservation du patrimoine africain, puis à la définition de la structure du programme.

Phase pilote (1998-2001)
Pendant cette période, des activités au niveau régional et au niveau des sites ont progressivement été mises en place puis renforcées pour constituer la structure du programme.

Phase de consolidation (2002-2005)
Les activités entamées auparavant ont été consolidées et de nouvelles initiatives lancées en réponse aux recommandations établies lors des Séminaires des Directeurs. Durant ces années, des efforts ont été faits pour renforcer les partenariats avec les institutions régionales africaines et pour impliquer davantage de professionnels africains en tant que personnes ressource.

Phase finale (2006-2009)
Cette dernière période est caractérisée par le développement d'activités nécessaires pour assurer la pérennisation, après 2009, des acquis en matière de conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique sub-saharienne.

Des évaluations ont été effectuées à la fin de chaque phase. Il a ainsi été possible d'identifier les réussites, et d'améliorer et affiner les stratégies et les approches. Des actions ont aussi été engagées pour s'assurer de la pleine appropriation du programme par les institutions africaines, pour améliorer l'équilibre entre les femmes et les hommes, pour soutenir la formation de formateurs, pour formaliser le partage des coûts, et enfin, pour garantir la durabilité des résultats.



Éthique du programme

Dans le but de contribuer au développement durable des structures chargées de la gestion des ressources du patrimoine culturel immobilier en Afrique, une attention particulière a été portée à la continuité des pratiques traditionnelles, et à la vitalité des sites dans les contextes sociaux et culturels variés de la région.

Principes directeurs

Le Comité de Pilotage du programme Africa 2009 a défini les principes directeurs suivants pour guider la conception et la mise en oeuvre de ses activités :

- Impliquer les collectivités locales dans la planification et la protection de leur patrimoine.
- Donner la priorité aux savoir-faire, à la main-d'oeuvre, aux compétences et aux matériaux locaux.
- Renforcer les capacités existantes.
- Créer une base équilibrée et stable sur laquelle pourront être réalisés de nouveaux investissements vers un développement durable.
- Favoriser les solutions simples aux problèmes en lien avec le patrimoine culturel, pouvant aisément être mises en oeuvre au sein du cadre existant.
- Privilégier la prévention et l'entretien comme stratégies efficaces et économiques de gestion et de préservation.
- Assurer des retombées économiques pour les collectivités locales.
- Sensibiliser les professionnels au respect des normes nationales et internationales de préservation.

Approche participative

Des méthodes participatives ont été systématiquement adoptées afin de garantir l'intégration des sites patrimoniaux dans leur contexte, avec des décisions prises non seulement d'un point de vue scientifique, mais en intégrant aussi les suggestions des parties prenantes et des populations locales.

Les parties prenantes impliquées dans les décisions concernaient/englobaient les propriétaires, les gardiens traditionnels et les artisans spécialisés, les usagers, les institutions nationales et locales, les experts, les ONG, les divers groupes communautaires et professionnels, les écoles et instituts de formation, les visiteurs, les guides et tours opérateurs. Elles étaient invitées à participer aux processus de planification de gestion et à certaines actions de conservation, notamment lorsqu'elles avaient des responsabilités ou des relations spécifiques au bien considéré.

Structure
du programme

Depuis son lancement, Africa 2009 fut structuré de manière à pouvoir bénéficier d'activités développées à deux niveaux :

- Au niveau régional, le *Projet Cadre* favorisait la réflexion et l'évolution de la pensée, assurait la diffusion des résultats et garantissait la continuité au sein de chaque activité individuelle, avec la conviction que la meilleure façon de résoudre les problèmes est de collaborer, de partager les idées et de développer des cadres communs pouvant être adaptés aux besoins locaux spécifiques.

- Au niveau local, les *Projets Situés* avaient pour but de garantir l'enracinement d'Africa 2009 dans les réalités du terrain, tout en répondant aux besoins spécifiques des sites sélectionnés, en matière de formation et de mise en place de projets de conservation.

Projet Cadre

Le *Projet Cadre* a permis de:

- Développer des idées
- Diffuser les résultats des activités du programme
- Rassembler les gens afin de développer des cadres communs et des stratégies partagées.

Les activités en lien avec le *Projet Cadre* comprenant:

- Cours régionaux sur la conservation et la gestion du patrimoine culturel immobilier (durée: 3 mois)
- Cours techniques (durée: 1 mois)
- Séminaires thématiques
- Séminaires des directeurs
- Projets de recherche
- Renforcement des réseaux
- Publications

Les connaissances et les nouvelles idées développées en lien avec le *Projet Cadre* ont contribué à enrichir la méthodologie des *Projets Situés*.

Les *Projets Situés* ont généré des références spécifiques et ont nourri les activités développées au sein du *Projet Cadre*.

Projet Situés

Les projets sur le terrain ont servi comme:

- Références pour les professionnels africains
- Forums de discussion (recommandations et bonnes pratiques).

Exemples de *Projets Situés*:

- Inventaires
- Documentation de sites
- Projets de conservation et de réhabilitation de différents types de biens patrimoniaux: bâtiments, sites archéologiques et sites naturels
- Protection et revitalisation de sites abandonnés
- Renforcement des savoir-faire traditionnels
- Préparation de plans de gestion participatifs
- Amélioration de stratégies de conservation
- Amélioration de la présentation et promotion des sites
- Préparation de proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Projet Cadre

Le *Projet Cadre* a été établi au niveau régional en tant que cadre général pour le programme. En plus de la gestion et de la coordination du programme, il proposait diverses activités régionales ou sous-régionales, principalement axées sur la formation et la mise en réseau des professionnels.

Cours Régional de trois mois

Organisés en alternance pour les pays francophones et anglophones, les Cours Régionaux visaient à améliorer les compétences et les connaissances des professionnels de la région. Ils furent coordonnés en partenariat avec l'EPA et le CHDA (ex PMDA), et en collaboration avec les organisations du patrimoine national où le cours avait lieu. Chaque Cours Régional a pu intégrer un travail sur le terrain, encourageant l'expérience pratique et l'interactivité avec les parties prenantes. Chaque année, des améliorations ont été apportées afin de mieux prendre en compte les résultats de la réflexion sur différents sujets, et d'étendre le réseau de personnes ressource en Afrique. Le réseau de personnes ressource s'est ainsi progressivement étendu. En 2009, environ 90% des personnes ressource étaient des professionnels africains.

>>> 224 professionnels africains venus de 42 pays ont pu acquérir des connaissances grâce à leur participation à 11 Cours Régionaux sur la conservation et la gestion du Patrimoine Culturel Immobilier.

20 plans de gestion ont été élaborés lors des Cours Régionaux, et ce, sur différents types de biens.
MONUMENTS : forts, maisons, temples, églises
SITES : grottes, fortifications, sites archéologiques
ENSEMBLES : villages de pêcheurs, fortifications militaires
PAYSAGES CULTURELS : forêts sacrées, jardins
ITINÉRAIRES : route des esclaves.

Participants formés lors de Cours Régionaux dans la gestion et la conservation du patrimoine.

Participants ayant suivi des formations dans les domaines suivants :

Cours Techniques

Les Cours Techniques se déroulaient de manière intensive sur un mois, durée de travail nécessaire pour approfondir les connaissances sur des questions techniques spécifiques plutôt que sur des questions de gestion.

« L'intérêt de ce cours technique est que nous sommes venus en tant que professionnels et nous avons été renforcés. Nous repartons dans nos pays respectifs avec un plus qui va nous servir car, c'est sûr, nous mettrons ces nouveaux acquis en application. Je souhaite que nous ayons d'autres cours sur la restauration dans tous les corps d'état pour des interventions plus efficaces sur tous les sites que nous gérons. »

Participant du Cours Technique sur la conservation préventive, 2003, (formulaire anonyme d'évaluation du cours)

>>> 128 professionnels africains issus de 40 pays ont pu acquérir des connaissances en participant aux 7 Cours Techniques.

- Inventaire et documentation (1er et 2e Cours Technique)
- Stratégies et techniques pour la conservation du patrimoine culturel immobilier (3e Cours Technique)
- Conservation et gestion de sites d'art rupestre (4e Cours Technique)
- Le processus d'inscription de biens culturels sur la Liste du Patrimoine Mondial (5e Cours Technique)
- Étude d'impact (6e et 7e Cours Technique)
- Nombre de participants

Projet Cadre

Séminaire des Directeurs

Les séminaires des Directeurs se sont déroulés à l'issue de chaque Cours Régional pour répondre à trois objectifs principaux :

1. Permettre aux participants des Cours Régionaux de présenter ce qu'ils avaient appris à leurs directeurs, afin de pouvoir être correctement réintégrés dans leurs institutions.
2. Fournir aux Directeurs un rapport sur l'état de mise en œuvre du programme et ouvrir les échanges pour s'assurer que les activités répondent bien aux besoins des institutions africaines.
3. Travailler en réseau et produire des recommandations et des propositions spécifiques pour la suite du programme.

Ces séminaires ont constitué un outil très important capable d'assurer un partenariat actif et efficace entre les institutions nationales et régionales. Un total de 11 Séminaires des Directeurs a eu lieu pendant toute la durée du programme, en plus du séminaire initial organisé à Abidjan en 1998.

Séminaires thématiques Régionaux

Ces séminaires de sensibilisation, à l'échelle régionale, destinés à des professionnels du patrimoine, des responsables de collectivités, des décideurs et des administrateurs avaient pour objectif de mettre en lumière certaines questions importantes en lien avec la conservation dans une région donnée. Ces séminaires ont grandement contribué à sensibiliser les responsables des collectivités et les décideurs sur le rôle important que joue le patrimoine en matière de cohésion nationale et de développement.

>>> Résultats des séminaires Nationaux, Régionaux et spéciaux
>>> 148 personnes ont participé aux 6 Séminaires Nationaux
>>> 200 personnes ont participé aux 9 Séminaires Thématiques
>>> 53 personnes ont participé aux Séminaires spéciaux

>>> Tableau de présence – Séminaires des Directeurs
>>> 604 personnes ont participé aux 11 Séminaires des Directeurs

Participation aux Séminaires des Directeurs

Année	Nbre de participants	Nombre de pays bénéficiaires
1999	38	17
2000	40	18
2001	66	30
2002	45	16
2003	44	16
2004	51	28
2005	63	28
2006	46	15
2007	59	24
2008	71	23
2009	81	31
Total	**604***	**43**

*incluant les participants aux cours, les directeurs, les invités et les personnes ressources.

Séminaires Nationaux

Entre 2003 à 2006, les Séminaires Nationaux ont orienté les professionnels du patrimoine national vers l'exploration de questions présentant des intérêts spécifiques. Ils ont également accru la sensibilisation des décideurs et du grand public à l'importance de la conservation et de la gestion des sites patrimoniaux.

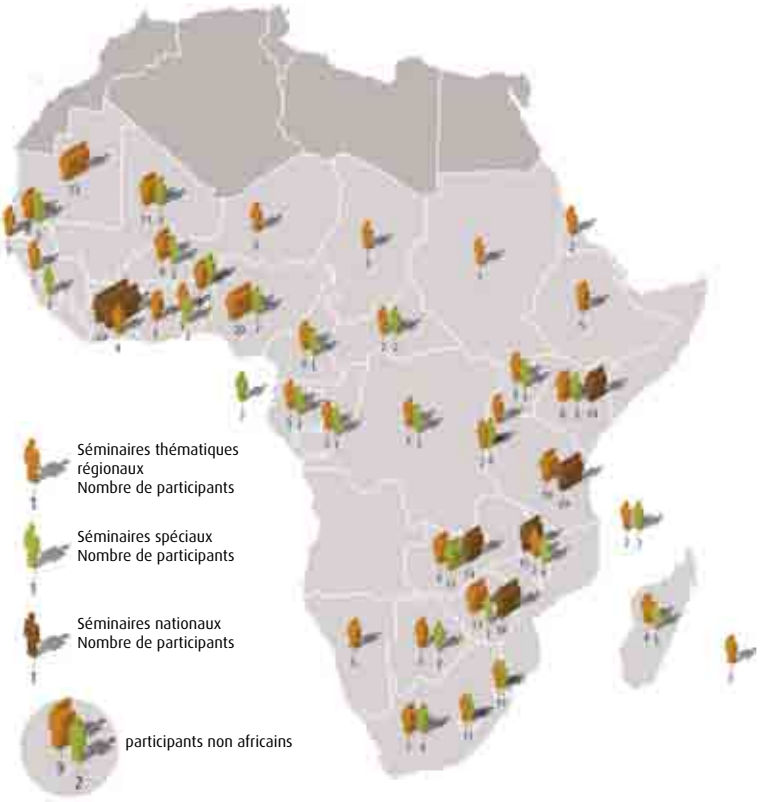
Séminaires spéciaux

Parmi les objectifs du programme figurait la nécessité de mettre en évidence le rôle du patrimoine dans le développement durable, et en particulier vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pour aller dans ce sens, deux séminaires bilingues ont été organisés.

Le premier, intitulé "Gestion du Patrimoine Culturel et les défis du VIH / Sida", répondait à la nécessité, pour les organisations du patrimoine culturel, d'utiliser leurs réseaux, savoirs et capacités afin de prendre leur place dans la résolution des questions liées à la pandémie du VIH / SIDA.

Le second, intitulé "Patrimoine et défis pour la lutte contre la pauvreté" a traité des possibilités pour le patrimoine de contribuer directement à la réduction de la pauvreté. Ce séminaire a permis d'identifier les moyens et les ressources patrimoniales que les professionnels de la culture et les collectivités locales peuvent utiliser pour générer des revenus, créer des emplois et ainsi, améliorer de façon durable les conditions de vie des populations.

Participants aux séminaires Nationaux, Régionaux et spéciaux



Thèmes des séminaires

Type de séminaire	Pays d'accueil	Thème	Nbre de part.	Année
Inventaire et documentation				
Séminaire régional	Zambie	Documentation et inventaire du patrimoine culturel immobilier	21	2000
Séminaire national	Zambie	Système d'information géographique	13	2004
Séminaire national	Côte d'Ivoire	Documentation et inventaire du patrimoine culturel immobilier	69	2006
Cadre juridique et administratif				
Séminaire régional	Zimbabwe	Cadres juridiques pour la protection du patrimoine culturel immobilier	21	2002
Séminaire régional	Burkina Faso	Cadres juridiques pour la protection du patrimoine culturel immobilier	22	2003
Séminaire national	Zimbabwe	Réforme juridique pour la protection du patrimoine culturel	18	2006
Pratiques de conservation				
Séminaire national	Kenya	Conservation préventive des monuments historiques et leurs collections	14	2003
Séminaire national	Tanzanie	Guide des pratiques de la conservation	19	2005
Séminaire régional	Sénégal	Conservation et valorisation de l'architecture traditionnelle en Afrique sub-saharienne	16	2005
Séminaire régional	Ethiopie	Gestion durable des sites du patrimoine culturel	20	2006
Séminaire régional	Ghana	Aspects immatériels des sites sacrés	17	2008
Sensibilisation				
Séminaire régional	Mali	Arguments en faveur de la sensibilisation sur la conservation du patrimoine	21	2001
Séminaire national	Malawi	Culture et développement	15	2003
Séminaire régional	Nigeria	Tourisme durable et patrimoines immobiliers	28	2004
Séminaire régional	Mauritanie	Patrimoine et communication	34	2007
VIH/SIDA				
Séminaire spécial	Zambie	La gestion du patrimoine culturel et les défis du VIH / sida	29	2007
Réduction de la pauvreté				
Séminaire spécial	Sao Tome et Principe	Patrimoine et réduction de la pauvreté	24	2009

Projet Cadre

Recherche

Il existe peu de références académiques concernant la gestion du patrimoine culturel africain. Il avait donc été décidé d'intégrer un volet recherche dans le programme, qui fut géré en établissant des plates-formes d'échange pour le développement de nouvelles connaissances, expériences, compétences et connaissances. Ceci s'est concrétisé par des projets d'étude sur les thèmes prioritaires des politiques nationales, cadres juridiques et des techniques traditionnelles de conservation du Patrimoine Culturel Immobilier en Afrique. Ces recherches ont abouti à une meilleure compréhension des problèmes liés aux pratiques actuelles et à des suggestions de solutions.

>>> 57 professionnels africains de 22 pays ont participé à des activités de recherche qui ont abouti à 6 publications.

Publications

Face au manque de publications pertinentes traitant de la conservation du Patrimoine Culturel Immobilier dans la région, les informations produites au cours des 12 années du programme ont été collectées, digérées et diffusées au travers de publications.

D'autre part, tous les supports produits pour les enseignements ont été systématiquement sauvegardés/réunis/entreposés afin d'être utilisés comme matériel de référence par les institutions régionales de formation.

« Dès le début du Programme Africa 2009, il s'est avéré, entre autres, que les aspects juridiques et administratifs requéraient la mise en place d'un cadre clair et accessible au plus grand nombre de professionnels.

La publication de plusieurs ouvrages est venue comme une réponse aux questions posées de façon récurrente par les participants aux cours et séminaires.

En tant que personne ressource et membre de l'équipe de rédaction de ces ouvrages, j'ai beaucoup apprécié le fait que l'équipe soit animée du souci de produire un document qui soit exempt du "mythe juridique", afin d'aider tous les professionnels, même ceux qui n'ont que peu de notions de base.»

Pierre Runiga,
juriste, Rwanda

Projet Cadre

Réseau et activités de suivi

Les évaluations intermédiaires du programme ont révélé que la mise en place du réseau continental de professionnels est l'un des legs les plus importants du programme. Ce réseau est le fruit d'efforts constants réalisés pour favoriser les échanges formels et informels entre professionnels, compose aujourd'hui avec :

- Les activités qui visaient le renforcement du réseau ont compris :
- La mise en place du site Internet d'Africa 2009, la liste de distribution par mail
- L'implication des participants du programme dans la préparation des « Chroniques »
- La mise en place de forums pour les professionnels sur des sujets spécifiques
- L'organisation d'échanges, de stages et de groupes de travail
- La responsabilisation des participants lors des différentes activités du programme
- La création d'une base de données des institutions et des professionnels.

>>> A ce jour, la base de données des professionnels comprends 700 personnes. Les participants communiquent beaucoup, et la synergie très vive qui en résulte fait que les membres du réseau sont au courant des activités et des compétences actuellement développées. Ainsi se mettent en place de nouvelles collaborations.

Promotion du Programme

Des efforts spécifiques ont été faits pour assurer au programme une bonne visibilité et pour faciliter la recherche de financement. Outre le site WEB Africa 2009, toujours en ligne, plusieurs supports ont été préparés et mis à jour régulièrement pour diffusion auprès des professionnels, décideurs et membres de la société civile.

>>> Environ 4 500 affiches et brochures ont été imprimées et utilisées pour des activités diverses, pendant les Cours Régionaux de formation technique ou le Séminaire des Directeurs.
>>> L'exposition Africa 2009 a été conçue et présentée à l'occasion des cours, des séminaires, des conférences internationales, ou d'activités de terrain, et utilisée à des fins pédagogiques par les universités.
>>> 2 000 brochures présentant les résultats et les impacts du programme ont été diffusées au sein du réseau afin de garantir que chacun puisse faire le bilan de ses réalisations et préparer de nouvelles actions pour l'avenir.
>>> 7 livrets ont été préparés pour la promotion de 7 sites (Bâtiments traditionnels ashanti - Ghana, le Tombeau des Askia, Gao - Mali, Kokologho et Tiébélé - Burkina Faso, Koutammakou - Togo, Les tombes Kasubi - Ouganda, Mombasa - Kenya, et Mbé - Congo) et leur vente se fait au bénéfice de leur entretien régulier.

Projets Situés

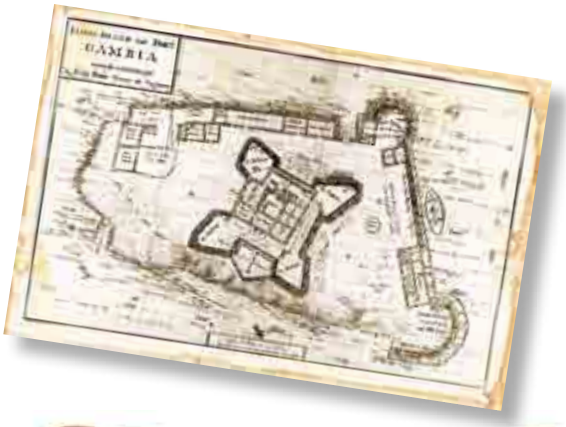
Objectif

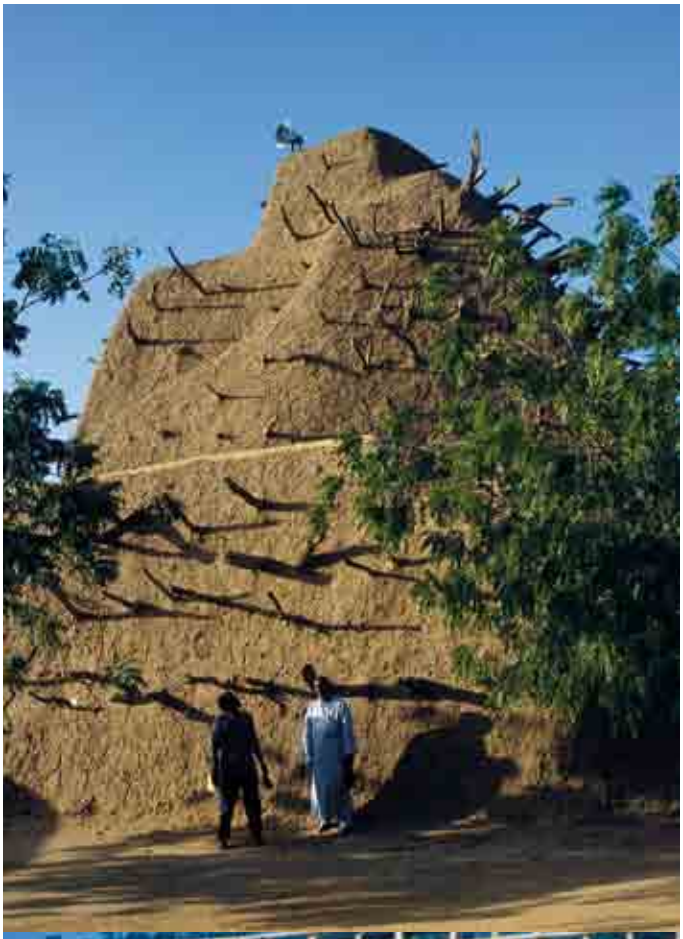
Les *Projets Situés* avaient pour but de garantir l'enracinement d'Africa 2009 dans les réalités du terrain. Ces projets se sont de plus attachés à développer des techniques et des méthodes de travail adaptées aux typologies et contextes africains.

Outre ce rôle général au sein du programme, le but des *Projets Situés* était d'améliorer les conditions de la conservation de biens sélectionnés. Chaque projet fut conçu de façon à rationaliser les méthodes de travail et à les adapter en fonction des besoins spécifiques identifiés sur le terrain.

Il était proposé d'adopter une approche pragmatique et opérationnelle visant à optimiser l'état de conservation d'un bien. En parallèle, un travail devait être fait pour renforcer les capacités des professionnels locaux et la participation des populations locales. Beaucoup de projets situés ont également favorisé l'instauration d'une meilleure confiance en faveur des conservateurs locaux/nationaux et de leur reconnaissance en tant que professionnels compétents.

Au cours des dernières phases, certains *Projets Situés* ont servi de support à des collaborations régionales, devenant ainsi "Projets Régionaux ». Leur objectif était d'offrir l'opportunité à des professionnels issus d pays différents, mais travaillant sur une même typologie de bien, de partager leurs expériences et leurs pratiques au niveau régional et sous-régional.





Structure

Le contenu des différents *Projets Situés* était défini en lien avec les besoins particuliers des sites et leur contexte spécifique. Le Programme a couvert la grande variété de typologies du contexte africain : sites archéologiques, sites d'art rupestre, villes historiques, paysages culturels, etc. Outre la formation du personnel et la mise en œuvre effective de travaux pratiques, des activités éducatives et de sensibilisation ont été développées à l'intention des décideurs, professionnels, techniciens, artisans et des collectivités locales.

Le choix des activités des *Projets Situés* était basé sur l'adoption d'une philosophie d'« intervention planifiée » plutôt qu'une philosophie d'« intervention d'urgence » avec, en référence, une suite logique d'objectifs généraux :

- La stabilisation de l'état de conservation en minimisant et/ou en éliminant les risques majeurs de dégradation, et l'exploration de possibilités pour établir un système durable pour le financement de l'entretien et de la préservation du site.
- Un approfondissement des connaissances concernant le site, ses valeurs et les facteurs qui l'affectent, en vue de l'élaboration d'un plan de gestion.
- L'amélioration progressive de l'état et de la mise en valeur du site, en prenant en compte les références scientifiques et historiques.
- Certains *Projets Situés* ont concerné l'élaboration de proposition d'inscription à la Liste du patrimoine mondial.

Mise en place

Les *Projets Situés* ont été impulsés par des professionnels nationaux (souvent anciens participants aux activités du Projet Cadre) et planifiés en collaboration avec le personnel permanent du programme d'Africa 2009 et/ou d'autres consultants. L'efficacité sur le long terme des *Projets Situés* était garantie par la mise en place d'un partenariat et d'un partage des responsabilités instaurés sur la base d'une connaissance mutuelle des partenaires et d'une compréhension commune des besoins et des méthodologies d'action. Un suivi régulier a permis d'adapter les plans d'action aux opportunités et aux problèmes rencontrés, et des évaluations ont été réalisées avant le lancement de chaque nouvelle phase.

Les *Projets Situés* ont été développés dans l'objectif de servir de modèle à des travaux devant être effectués sur d'autres sites dans le pays ou dans la sous région. Certains d'entre-eux ont servi de support pour l'organisation d'ateliers nationaux, de cours de courte durée, de programmes d'échange, de stages ou encore de voyages d'études.

« L'équipe opérationnelle qui a été constituée à l'occasion du projet situé de James Island a par la suite été capable de mettre en œuvre d'autres campagnes de conservation préventive. Par la suite, j'ai pu valoriser ma nouvelle expertise auprès de mes collègues du Malawi, en les aidant à programmer les travaux de sauvegarde et la stratégie d'interprétation de Mangochi Fort. »

Baba Ceessay, Gambie

Projets Situés

Résultats

Les différentes étapes des *Projets Situés* ont entraîné un accroissement des capacités locales et/ou nationales dans les domaines suivants :

- Compétences du personnel du site (à différents niveaux), afin de former une équipe opérationnelle
- Connaissance du site et de son contexte social, économique et culturel
- Connaissance du potentiel des savoir-faire et des compétences au niveau local
- Appropriation des techniques de conservation
- Appropriation des stratégies de conservation, en accordant la priorité à la préservation du site, puis, en second lieu, à sa mise en valeur
- Élaboration de plans de gestion, incluant des plans d'action à court, moyen et long terme et comprenant l'entretien, la conservation et la mise en valeur du site
- Organisation du personnel et responsabilisation des divers partenaires
- Mise à disposition d'outils et d'équipement afin d'améliorer l'efficacité de l'équipe sur le terrain
- Activités permettant d'augmenter les ressources financières propres du site, à son niveau, ou à celui de son institution de tutelle
- Préparation de propositions d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial

Il faut souligner que les *Projets Situés* n'avaient pas pour objectif premier l'achèvement de travaux spécifiques, mais visaient plutôt la pérennisation de conditions favorables permettant à l'équipe en charge de poursuivre le travail vers de nouveaux développements durables.

>>> 37 projets avec un total de 1632 participants formés : professionnels du patrimoine, tour opérateurs, guides, leaders locaux, artisans, collectivités...

Carte des *projets situés*

Projets situés

Année	Pays	Projet	Nbre de personnes formées	Profils des personnes formées	Travail effectué
2002	CAMEROUN	Structures en pierre du Mont Mandara	3	Archéologues, conservateurs	Documentation, travaux de conservation, plan de gestion
2002	GABON	Cathédrale de Sainte Marie	3	Conservateurs	Enquête, travaux de conservation
2002	KENYA	Leven House	80	Architectes, artisans, collectivité	Travaux de restauration
2003	GHANA	Mosquée de Larabanga	20	Colletcitivé, artisans	Travaux de restauration
2003	NIGÉRIA	Inventaire de l'Etat de Bauchi	7	Professionnels	Inventaire patrimonial
2003	BURKINA FASO	Conservation, présentation du Na-Yiri de Kokologho	20	Professionnels, tour opérateurs, guides et leaders locaux	Enquête, documentation, présentation, 12000 cartes postales, 5000 brochures, 3000 livrets, travaux de conservation
2004	BURKINA FASO	Tiebele	390	Femmes artisans, professionnels	Plan du site, histoire, rafraîchissement décoration, 3000 livrets
2004	CAMEROUN	Inventaire	12	Professionnels	Inventaire national
2005	TOGO	Woold Home	18	Professionnels, collectivité	Restauration, exposition, inventaire
2005	MALAWI*	Fort Mangochi	20	Professionnels	Conservation, présentation
2005	BÉNIN*	Jardin des Plantes et de la Nature	11	Professionnels	Presentation, inventaire botanique, plan de maintenance, publication d'un guide, signalétique, brochures
2005	BOTSWANA*	Structures en pierre sèche	10	Professionnels locaux et régionaux	Conservation, plan de gestion, partage d'informations
2007	AFRIQUE CENTRALE	Maison de la Culture	8	Professionnels locaux et régionaux	Diagnostic, conservation
2007	CONGO	Domaine royal de Mbé	14	Professionnels, collectivité	Documents, travaux de restauration, promotion, 3000 livrets
2007	GUINÉE	Gouvernorat de Dalaba	5	Professionnels	Documentation, conservation
2007	MADAGASCAR	Palais Andafiavaratra	12	Professionnels	Travaux de restauration
2007	NIGÉRIA	Temple d'Ife	18	Professionnels, responsables	Documentation, conservation, gestion
2007	AFRIQUE DU SUD	Kaditswene, Sotho-Tswana, site archéologique	12	Professionnels, responsables des collectivités	Conservation, plan de gestion
2007	SOUDAN	L'île de Saï	25	Professionnels	Formations, conservation, plan de gestion
Total	**19**		**688**		

* Projet régional

Biens du Patrimoine Mondial

En 1998, l'Afrique sub-saharienne était particulièrement mal représentée avec seulement 17 biens culturels et mixtes sur un total de 444. Le programme Africa 2009 et la Stratégie Globale du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO continue la mise en œuvre de la Stratégie Globale afin d'obtenir une représentation équilibrée des différentes cultures de l'humanité. Aussi, les initiatives nationales pour l'établissement ou la mise à jour de "Listes Indicatives" et la désignation de nouveaux sites ont-elles été encouragées au travers de "Programmes d'assistance préparatoire" comprenant à la fois des réunions régionales et la mise à disposition d'assistance technique et/ou d'aide financière. Le programme Africa 2009, qui a logiquement assuré une continuité avec la Stratégie Globale du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, a joué un rôle important dans ce processus.

En 2010, le nombre de biens culturels et mixtes africains inscrits sur la prestigieuse Liste du Patrimoine Mondial est de 45 (42 biens culturels et 3 biens mixtes).

« L'inclusion de sites africains sur la Liste du patrimoine mondial n'est pas un but en soi mais constitue seulement le début d'une aventure puisque, une fois les sites classés, ils sont placés sous une attention mondiale et soulèvent souvent la question du financement. Cette dimension est désormais en partie prise en charge grâce à la création du Fonds Africain pour le Patrimoine Mondial (FAPM) ».

Gabriel Essack
responsable de l'Unité de Recherche, Victoria, Seychelles

Contributions du programme Africa 2009 à la Liste du Patrimoine mondial

- Biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial avant 1998
- Biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial dont la nomination a été préparée dans le cadre des *Projets Situés* d'Africa 2009
- Biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial avec les contributions des professionnels du réseau Africa 2009
- Zone Africa 2009

***Projets situés* réalisés sur des biens inscrits ou proposés à la Liste du patrimoine mondial**

Préparation de propositions d'inscription pour des biens qui ont par la suite été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

Année	Pays	Projet	Nbre de personnes impliquées	Profils des personnes impliquées	Travail effectué
1998	OUGANDA	Tombes des Rois du Buganda à Kasubi	11	Techniciens de site, professionnels du patrimoine	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2000	GAMBIE	James Island	34	Conservateur, artisans, collectivité	7000 brochures, 4 panneaux signalétiques 16000 cartes postales, plan de gestion, dossier de nomination, travaux de conservation
2000	TANZANIE	Peintures rupestres de Kondoa Irangi	43	Professionnels	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2001	MALI	Tombeau des Askia	43	Professionnels, collectivité	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2002	TOGO	Paysage culturel Koutammakou	400	Professionnels, membres de la collectivité	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion, 15000 cartes postales, présentation du site
2003	NIGÉRIA	Forêt sacrée d'Osun-Oshogbo	100	Professionnels, leaders locaux, collectivité	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2004	SÉNÉGAL/ GAMBIE*	Cercles mégalithiques de Sénégambie	100	Professionnels locaux, régionnaux, collectivité, représentants	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
Total	**8**		**731**		

* Projet régional

Préparation de propositions d'inscriptions qui seront présentées ultérieurement au Centre du Patrimoine Mondial

2001	NIGER	Agadez	4	Professionnels	Conservation, Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de la ville
2007	ZAMBIE*	Paysage culturel Barotse	21	Professionnels, royauté locale	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2008	SÉNÉGAL	Delta du Saloum	25	Professionnels, collectivité, institutions	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, plan de gestion
2008	TANZANIE*	Route de l'ivoire et route de l'esclave en Afrique de l'Est	9	Professionnels	Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial,
Total	**4**		**59**		

* Projet régional

Amélioration de la gestion et de la conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

1998	GHANA	Bâtiments traditionnels ashanti	20	Maçons,charpentiers,ouvriers, gardien, couvreur, techniciens	5000 livrets, 2000 brochures, 12000 cartes postales et 2 panneaux signalétiques
1999	ZANZIBAR	Laboratoire de conservation architecturale	1	Professionnels	Formation
1998	ZIMBABWE	Khami	8	Professionnels	Conservation du mur en pierres sèches
2004	MALI	Falaises de Bandiagara	50	Professionnels, collectivité	Conservation, plan de gestion, présentation
2008	MOZAMBIQUE	Île de Mozambique	50	Professionnels, collectivité	Plan de gestion
2008	ZIMBABWE*	Mur en pierres sèches, Great Zimbabwe	25	Professionnels	Evaluation, enquête, partage d'information
Total	**6**		**154**		

* Projet régional

Autres résultats

Appropriation du programme

Au cours de la première révision du programme en 2001, il a été recommandé de transférer des responsabilités aux institutions africaines afin de préparer la viabilité du programme après 2009.

Parmi les décisions essentielles prises pour répondre à cela, figurent l'implication de l'EPA et du CHDA au comité de pilotage, la garantie de l'équilibre régional au sein de ce Comité avec finalement 20 pays qui y auront participé, et enfin une participation plus africaine dans la direction du programme (personnel permanent).

Cette appropriation par les experts, les participants, les institutions et les collectivités du continent est un résultat particulièrement important.

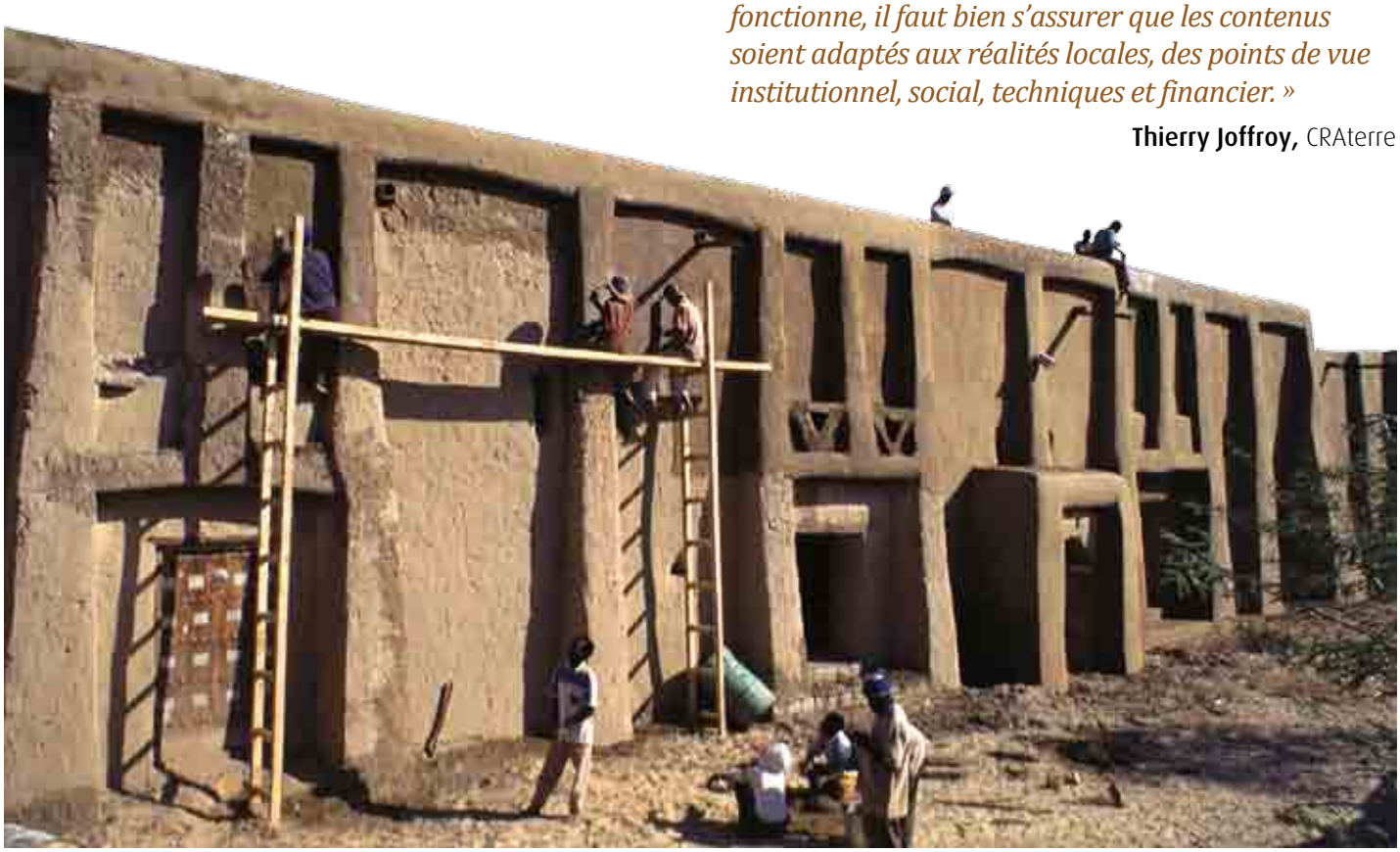
Formation des formateurs

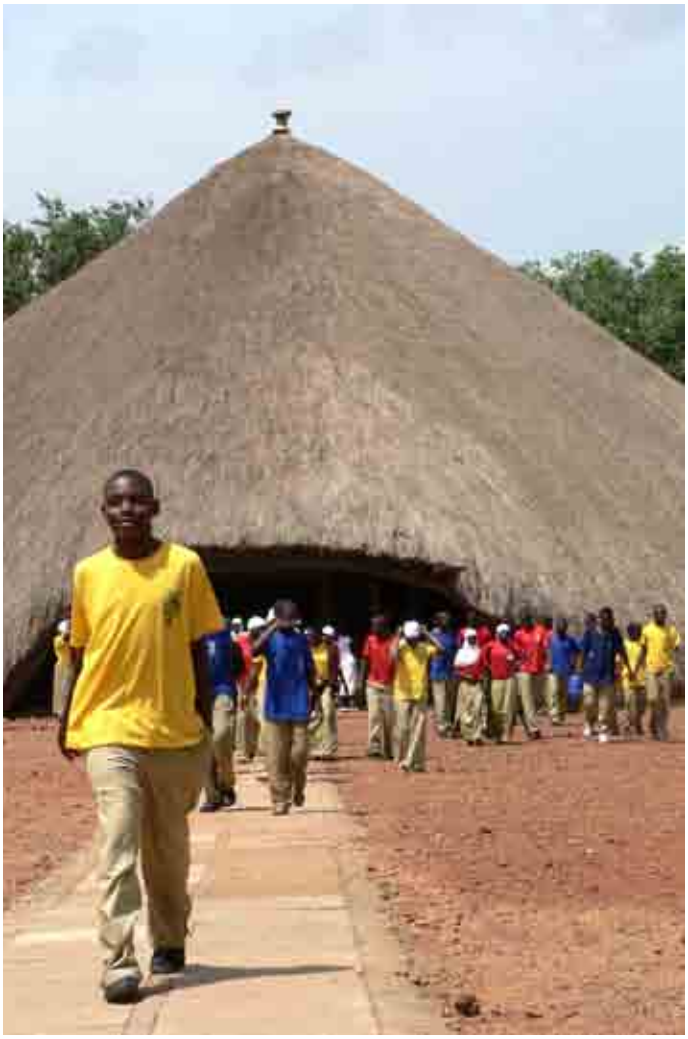
Les compétences en matière de gestion des activités de formation et de renforcement des capacités ont été progressivement transférées à des institutions régionales et aux professionnels africains afin de garantir la poursuite du renforcement des capacités au-delà de 2009.

À cet effet, l'EPA et le CHDA, en étroite collaboration avec les institutions nationales, se sont progressivement impliqués dans l'organisation des activités du *Projet Cadre*. Au cours de la dernière phase du programme, l'EPA et le CHDA ont également pris l'initiative d'organiser certains projets régionaux. En finissant avec près de 90 % de personnes ressources d'origine africaine, il est clair que les capacités continentales de formation ont été renforcées. Cela permet aussi d'envisager une meilleure collaboration entre les différentes institutions africaines impliquées dans la conservation du patrimoine.

« La formation est le meilleur investissement possible car c'est la garantie qu'après un projet, des gens sont là pour poursuivre le travail. Toutefois, pour que cela fonctionne, il faut bien s'assurer que les contenus soient adaptés aux réalités locales, des points de vue institutionnel, social, techniques et financier. »

Thierry Joffroy, CRAterre



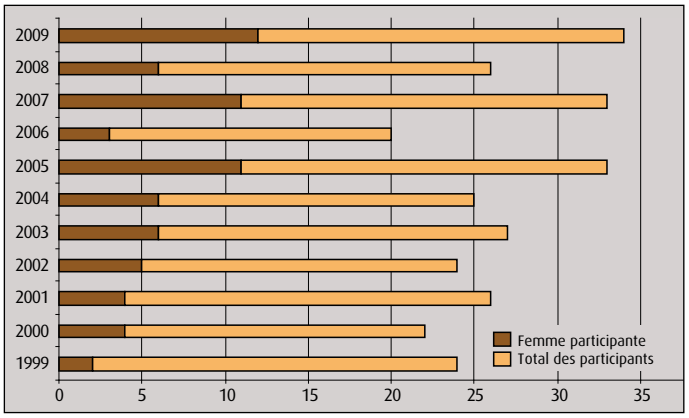


Équilibre des genres

Pour des raisons historiques et culturelles diverses, un déséquilibre des genres existe chez les professionnels et les gestionnaires du patrimoine travaillant au sein des institutions culturelles africaines.

Le programme Africa 2009 a fait un effort significatif pour augmenter le nombre de femmes dans les programmes de formation, favorisant ainsi leur participation ultérieur dans le développement d'actions nationales et internationales. Ceci a encouragé un changement d'attitude vis-à-vis des femmes et garanti leur contribution à la bonne gestion d'un patrimoine.

Équilibre entre participants hommes et femmes lors des Cours Régionaux entre 1999 et 2009 : le nombre de participantes a augmenté progressivement, ce qui démontre la reconnaissance de l'importance de la formation des femmes par les directeurs des institutions culturelles.



Année	Cours Régionaux			Cours Techniques		
	Total Personnes Ressource	% PR africaines	% PR anciens participants	Total Personnes Ressource	% PR africaines	% PR anciens participants
1999	15	53%	N/A	N/A	N/A	N/A
2000	17	41%	N/A	N/A	N/A	N/A
2001	19	74%	32%	N/A	N/A	N/A
2002	23	70%	30%	N/A	N/A	N/A
2003	24	96%	21%	20	90%	N/A
2004	28	89%	18%	18	94%	22%
2005	23	91%	61%	15	80%	20%
2006	28	89%	39%	10	90%	40%
2007	29	93%	59%	16	81%	13%
2008	28	89%	46%	14	86%	29%
2009	32	97%	50%	17	94%	59%
	266	**83%**	**35%**	**110**	**88%**	**25%**

Impact
du Programme...

Le programme a contribué à une amélioration significative des conditions de conservation et de gestion du patrimoine culturel immobilier en Afrique, au niveau national comme au niveau continental. Outre les contributions directes, nombreuses ont été les initiatives parallèles menées par les partenaires et participants, soit avec leurs propres moyens, soit en s'appuyant sur le réseau de professionnels mis en place au cours des douze dernières années.

Les nouvelles références pour la conservation du patrimoine en Afrique résultant des activités du programme, permettront d'assurer une meilleure intégration des besoins de développement social et économique, une meilleure utilisation des capacités individuelles et institutionnelles, la mise en place d'activités de formation et d'expertise, et enfin un meilleur accès à l'appui national et international.

Le programme Africa 2009 ayant contribué à sensibiliser fortement les décideurs politiques, les professionnels du patrimoine bénéficient aujourd'hui d'un environnement politique favorable, qui reconnaît la conservation du patrimoine comme un outil essentiel, lié à la fierté et à l'identité nationale, et comme un vecteur de développement économique et social.

« Si vous remontez dans le temps jusqu'à l'année 2000, et vous demandez combien d'organisations culturelles dans la région font des réunions en impliquant les représentants des populations locales ... Si vous comparez la réponse à cette question à la réalité d'aujourd'hui, vous constaterez que ces 200 personnes qui ont été formées ont fait toute la différence et permettent aujourd'hui une plus grande implication des collectivités locales, le développement de plans de gestion pour les sites et une meilleure prise en charge du patrimoine. C'est principalement cela l'impact d'Africa 2009. »

Joseph King, ICCROM

... au niveau des pays

Ressources humaines

Les enquêtes menées en 2009 indiquent que les organisations du patrimoine donnent plus de responsabilités aux personnes formées. Ainsi, les compétences acquises au cours des activités du programme Africa 2009 peuvent être mises en pratique. La plupart des anciens participants ont été promus à des postes d'importance nationale et, par conséquent, sont à même d'influencer les décisions relatives au patrimoine culturel et au développement. Certains ont joué et continuent à jour un rôle clé dans la mise en place de programmes nationaux spécifiques.

Les cadres juridiques et administratifs

Résultat des idées et des concepts générés lors des séminaires, cours et *Projets Situés*, certains pays (Maurice, Togo, Mali) ont accompli des progrès substantiels vers l'amélioration de leur cadre juridique, parfois en lien avec la mise en place d'un processus d'inventaire (Burkina Faso). D'autres pays comme l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, le Mozambique et le Kenya ont, ou sont en train de réviser leurs cadres juridiques. En outre, certains pays, comme le Mali et le Togo, et plus récemment le Congo-Brazzaville, ont également renforcé leurs structures institutionnelles en relation avec leur nouveau cadre juridique.

Le programme de recherche a conduit à la publication de deux livres (anglais et français) qui ne manqueront pas d'inspirer les professionnels pour travailler dans le sens de l'amélioration des cadres juridiques et administratifs dans leurs pays.

« Certains participants sont rentrés chez eux avec des capacités telles, que cela leur a permis de devenir des leaders de leur institution dans leur pays ».

Birgitta Hoberg, SNHB

Africa 2009 a également aidé plusieurs organisations du patrimoine à investir dans des infrastructures telles que des laboratoires, bibliothèques, archives, et dans la création de sites Web et inventaires informatisés pour la conservation du patrimoine culturel immobilier.

VIH/SIDA

Des forums ont été créés pour examiner les effets de la pandémie du VIH/SIDA et les moyens par lesquels le patrimoine peut contribuer à améliorer la situation. Le sujet a été abordé lors des Cours Régionaux et Techniques et dans plusieurs séminaires, dont un séminaire entièrement dédié à la question. Aujourd'hui, les membres du réseau se sentent concernés et engagés, et ont mis en place des campagnes de sensibilisation dans leurs établissements et sur les sites du patrimoine.

... sur les pratiques de conservation

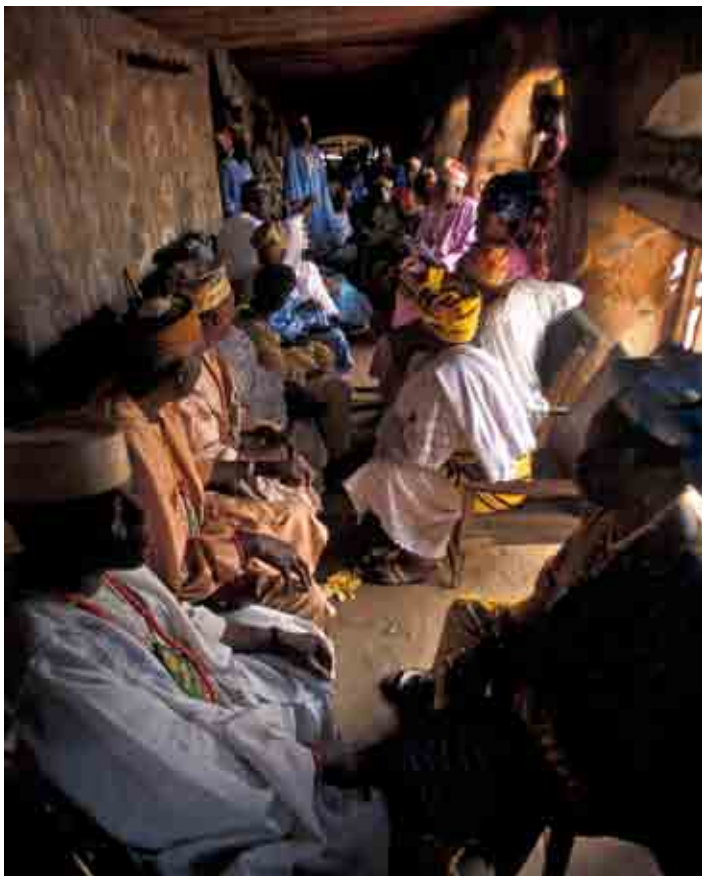
Une des idées fondamentales était d'adapter l'ensemble des activités du programme aux réalités du terrain. Les approches de conservation et les références développées par le programme s'adaptent donc aux réalités africaines et permettent de répondre aux attentes actuelles des collectivités désireuses de se développer et d'améliorer leurs conditions de vie. Ces pratiques de conservation mettent en avant les connaissances et savoir-faire locaux, et prennent en compte les aspects immatériels liés au patrimoine. La plupart des membres du réseau ont adopté cette approche exprimée dans les principes directeurs du programme.

La reconnaissance de la diversité du patrimoine africain

En continuité avec la stratégie globale, Africa 2009 a favorisé la reconnaissance d'un large éventail de biens patrimoniaux. Cette tendance est maintenant adoptée par les professionnels africains, comme en témoigne l'évolution importante des Listes indicatives des biens pouvant potentiellement être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, préparées par les organisations du patrimoine africain.

« Africa 2009 a fait travailler un groupe sur l'île de Faza et a proposé des solutions concernant la gestion future du site. NMK (National Museums of Kenya) devra assurer ce travail. Donc, ce que nous disons, c'est que le programme non seulement donne aux participants des capacités pour être mieux en mesure de répondre aux attentes locales dans leur pays, mais donne également le pouvoir aux collectivités locales de demander des comptes à NMK s'il n'y a pas de suite. Le programme sensibilise également les représentants de NMK afin qu'ils donnent la priorité à ce genre d'action »

Wazwa Mwadime, NMK, National Museums of Kenya



Approche participative et développement durable

Dans la plupart des activités du programme, les collectivités locales ont été à la fois participantes et bénéficiaires. Le travail sur la conservation d'un bien patrimonial donné a souvent impliqué des actions pour l'amélioration des conditions de vie locales.

Aujourd'hui, les professionnels du patrimoine africain sont capables de mieux prendre en compte les attentes et les besoins de développement des populations locales et, pour ce faire, travaillent de manière participative avec les parties prenantes dans les processus de prise de décision.
L'approche participative du programme a facilité le dialogue et ouvert le débat. En intégrant les collectivités locales, les groupes traditionnellement marginalisés ont été encouragés à tenir un rôle actif dans les discussions concernant l'avenir de leurs ressources patrimoniales. En conséquence, les intervenants sont aujourd'hui plus actifs : ils lancent de nouveaux projets et organisent des activités de maintenance.

Des solutions locales qui présentent des coûts raisonnables

Le programme a développé des outils et des méthodologies pour inventorier et documenter le patrimoine culturel immobilier. Ces solutions sont maintenant utilisées par les professionnels africains, et se sont révélées très utiles pour l'obtention concrète de résultats avec un minimum de ressources financières investies.
L'intégration de compétences traditionnelles dans les processus modernes de conservation contribue à ce que les monuments (et sites) soient en harmonie avec leur environnement local. Ceci a contribué à la pérennisation des compétences traditionnelles. Dans le même esprit, les professionnels de la conservation privilégient les solutions locales, car elles sont bien adaptées aux conditions du lieu et restent abordables et faciles à mettre en oeuvre par les populations. Mais ce qui est plus important encore, c'est que nous constatons qu'une attitude positive a été adoptée par les professionnels africains vis-à-vis de la décentralisation et du rôle grandissant des collectivités locales. Des partenaires du programme Africa 2009 et des membres du réseau ont déjà organisé des cours destinés aux municipalités, aux membres de la société civile, à la jeunesse, etc.

Planification et gestion

Les participants aux différentes activités du programme Africa 2009 se sont impliqués dans la préparation de plans de gestion des biens du patrimoine mondial en Afrique. 19 nouveaux biens ont été inscrits, et bien d'autres dossiers sont en cours de préparation.

« Par exemple, la réhabilitation de la maison Leven, un patrimoine presque oublié dans la vieille ville de Mombasa et l'aménagement d'un sentier touristique au-delà des deux rues principales de la vieille ville, ont créé la possibilité pour les membres de la collectivité de développer des petites entreprises autour du tourisme. Ainsi, des petites boutiques pour touristes ont été créées, et plus de jeunes sont intéressés par des formations pour devenir guides touristiques. Les perspectives d'emploi ont augmenté. »

Sebastien Moriset, CRAterre

... à l'échelle du continent

Cadre institutionnel régional

La structure de gestion du programme, très participative, a permis aux professionnels du patrimoine africain de la région de jouer un rôle fondamental dans la conception et la mise en œuvre des activités du programme, garantissant ainsi l'appropriation de celui-ci. L'engagement des directeurs a contribué à susciter de l'intérêt pour la consolidation d'une stratégie régionale de renforcement des capacités.

Riches de cette expérience, les membres du réseau ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre de programmes régionaux comme le SARAP (South African Research and Archival Project) et le NUFU (Programme Norvégien pour le Développement de la Recherche et l'Education). Plusieurs professionnels africains qui ont participé à la gestion du programme ont joué et jouent toujours un rôle essentiel dans la mise en place et le développement des activités du Fonds africain du patrimoine mondial qui, aujourd'hui, est un des garants du maintien de « l'esprit Africa 2009 ». De plus, le chef de la section Afrique au Centre du Patrimoine Mondial a été l'un des gestionnaires du programme, tout comme l'ont été les responsables de l'EPA et du CHDA, deux institutions régionales qui continueront à jouer un rôle important dans l'avenir.

Expertise régionale

L'expertise régionale s'est considérablement développée. À titre d'exemple, les activités de préparation des Listes indicatives et de Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ont été effectuées avec la participation d'experts nationaux. Maintenant, ce sont eux qui dirigent l'élaboration des Propositions d'inscription et des plans de gestion associés.

Certains de ces experts jouent même le rôle de mentors vis-à-vis des pays voisins, ce qui démontre la vitalité du réseau. Aussi, l'ICOMOS et l'ICCROM envoient aujourd'hui des professionnels africains évaluer des biens qui sont proposés au Patrimoine mondial ou pour des missions en lien avec des biens sites du Patrimoine mondial. Cependant, il est important de noter que le nombre d'experts africains travaillant sur ces dossiers est encore faible.

Réseau

Le réseau des professionnels est très actif, comme en témoigne le nombre de professionnels et de pays travaillant ensemble sur des projets aux niveaux régional et national. Ceci est facilité par une vision partagée du patrimoine africain et l'adoption d'un vocabulaire commun. L'effet combiné de tous les réseaux de communication favorise l'échange d'information, le transfert des connaissances, tout comme un changement d'attitude chez les professionnels et les décideurs, mais aussi et surtout l'émergence d'une solidarité professionnelle.

Poursuite du renforcement des capacités

Aujourd'hui, l'Afrique dispose des personnes ressource et d'une bonne documentation pour poursuivre le nécessaire renforcement des capacités. L'EPA et le CHDA prennent les devants en matière de formation, en particulier sur les questions en lien avec le Patrimoine mondial. De plus, des anciens participants au programme organisent des cours sur le patrimoine et sa gestion dans leurs institutions (université d'archéologie, anthropologie, etc.). Les universités ont fortement exprimé leur volonté de définir des cursus spécifiques sur le patrimoine culturel. Cependant, ces initiatives ont besoin d'être soutenues.

« Maintenant, nous pouvons nous-mêmes prendre ce programme et l'enseigner à d'autres ».

Esther Moombolah-Goagoses,
Namibie

Le Fonds pour le patrimoine mondial africain (FPMA) est une organisation internationale et non gouvernementale ayant pour mission de soutenir la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO sur le continent africain. Basé à Midrand en Afrique du Sud, le FPMA vise à la conservation et protection effective du patrimoine culturel et naturel africain. Pour plus d'information : http://www.awhf.net

Un nouveau programme avec de nouveaux objectifs :

Durant la phase finale du programme Africa 2009, des discussions ont eu lieu sur la possibilité de développer un nouveau programme qui puisse continuer sur la lancée en s'appuyant sur les résultats obtenus. Il s'agirait de maintenir le réseau actif pour viser de nouveaux objectifs avec, en priorité, la capacité de répondre aux attentes des populations locales en matière développement.

À cette fin, et au-delà des efforts constant d'adaptation, plusieurs activités ont été organisées pour identifier les besoins futurs et élaborer une proposition de programme, notamment :

- Une évaluation indépendante des besoins dans les établissements du patrimoine en Afrique sub-saharienne (mars 2009) ;
- Un atelier de conception de programme qui s'est tenu à Mombasa, au Kenya avec divers intervenants, y compris les partenaires techniques du programme Africa 2009 et les universités (août 2009) ;
- Un Séminaire des Directeurs bilingue Africa 2009 qui s'est tenue à Mombasa, au Kenya, dans le but d'obtenir des réactions et des commentaires des directeurs du patrimoine culturel dans la région (octobre 2009) ;
- Une série de séances de consultation entre le CHDA et l'EPA pour élaborer une première proposition (octobre 2009 - janvier 2010) ;
- Une réunion de travail avec les principaux partenaires de la conservation en Afrique pour consolider et orienter la proposition (avril 2010).

Sur cette base, le concept pour un nouveau programme a été établi.

« Conservation du Patrimoine Culturel et Naturel pour le Développement des Communautés en Afrique »

L'objectif de ce nouveau programme est d'identifier et de promouvoir des opportunités pour le développement durable des populations locales en Afrique à travers la conservation, la gestion et l'utilisation effective des ressources patrimoniales, en se référant au cadre de la Convention du patrimoine mondial.

Objectifs

1. Développer et renforcer les approches méthodologiques et les conditions pour une meilleure contribution du patrimoine culturel et naturel au développement durable ;
2. Renforcer les capacités des institutions responsables du patrimoine culturel et naturel et des professionnels pour travailler en collaboration avec les collectivités afin de créer des opportunités de développement durable ;
3. Renforcer la capacité des organisations du patrimoine en Afrique pour pérenniser un mécanisme régional de renforcement des capacités pour un développement durable local.

Bénéficiaires du programme / Public cible

Les bénéficiaires du nouveau programme incluront des représentants des secteurs traditionnels et non traditionnels de la conservation du patrimoine:

1. Des représentants des populations locales, en particulier les femmes et les jeunes ;
2. Les institutions et les professionnels travaillant dans le patrimoine culturel et naturel ;
3. Les institutions et les professionnels travaillant dans d'autres secteurs pertinents tels que le développement social, la protection de l'environnement, le développement urbain, etc. ;
4. Les institutions de renforcement des capacités régionales et nationales.

Structure du programme

Il est prévu que le programme soit réalisé en quatre phases, sur une période de dix ans :

1. Phase pilote : 2010-2011 (analyse et élaboration du cadre méthodologique)
2. Phase de développement : 2012-2014 (développement de toutes les activités prévues)
3. La phase de consolidation : 2015-2019 (renforcement du programme)
4. Phase finale : 2020 (évaluation et clôture)

Activités

1. **Activités sous-régionales de renforcement des capacités sur le terrain**
   Des ateliers alterneront avec les activités sur le terrain. Ceux-ci rassembleront des professionnels et des membres de la collectivité afin de planifier, concevoir et mettre en œuvre des activités visant à résoudre des questions spécifiques liées à la fois au patrimoine et au développement.
2. **Cours régionaux sur la conservation**
   Les méthodologies et informations provenant des activités sous-régionales nourriront ces cours sur la conservation du patrimoine culturel et naturel.
3. **Séminaires régionaux thématiques :**
   Des séminaires régionaux thématiques seront organisés tout au long et à la fin des différentes phases, afin de partager les expériences et d'évaluer le programme.
4. **Publication :**
   Les résultats des activités seront publiés, diffusés et utilisés comme matériel pédagogique.
   Les publications comprendront :
   . Des résultats scientifiques
   . Du matériel pédagogique
   . Du matériel de sensibilisation.

Mise en œuvre

En se basant sur la phase finale d'Africa 2009 pendant laquelle un transfert de responsabilités de coordination s'est fait, ce nouveau programme sera géré par les deux institutions régionales, le CHDA et l'EPA.

ICCROM jouera un rôle consultatif, tandis que l'UNESCO, le FAPM et CRAterre-ENSAG contribueront selon leurs propres mandats et spécificités. ICOMOS et UICN participeront également à la planification et à la mise en œuvre de certaines activités.

Soutien financier

Les pays africains ont été les bénéficiaires directs du programme, cependant il est important de noter les contributions des institutions africaines qui ont joué un rôle clé dans le fonctionnement du programme.

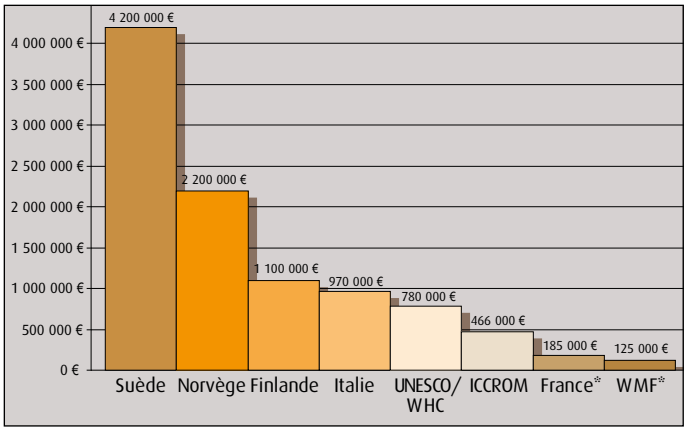
- Les institutions africaines ont cru en ce programme et ont compris son intérêt. Ainsi, elles ont accepté d'envoyer, avec confiance et enthousiasme, des membres de leurs équipes pour participer aux activités et aux formations organisées par le programme Africa 2009.
- L'EPA et le CHDA ont organisé 11 Cours Régionaux et 11 Séminaires des Directeurs, en collaboration avec NMK et la DPC du Bénin. Ces institutions ont mis à disposition leur personnel et leurs locaux pendant près de 150 semaines, soit en tout près de 3 années complètes.
- 29 pays ont contribué, financièrement ou par des prestations, à la mise en ouvre de 53 activités en lien avec le *Projet Cadre* et les *Projets Situés*.
- Enfin, les membres des collectivités locales ont grandement contribué au succès de ce programme par leur participation active.

Nous aimerions remercier tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce programme.

« Aujourd'hui, le programme ne pourrait avoir le succès qu'il rencontre sans la participation des institutions africaines ».

Lazare Eloundou, UNESCO/WHC

En 12 années d'activité, le programme Africa 2009 a bénéficié de plus 10 millions d'Euros de contributions généreuses. Voici la liste des contributeurs principaux :



Partenaires du programme

Africa 2009 a été le résultat de la collaboration fructueuse entre plusieurs partenaires, dirigée par un Comité de pilotage. A l'origine, ce Comité comprenait quatre Directeurs du patrimoine, puis à partir de 2002, six directeurs (trois francophones et trois anglophones). Ils siégeaient avec un représentant de chacun des partenaires internationaux (ICCROM, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, CRATerre-ENSAG, et à partir de 2005, EPA et CHDA).

Les réunions du Comité de Pilotage se tenaient trois fois par an. Les Directeurs membres du Comité, étaient élus lors des séminaires des Directeurs, et ce pour un mandat deux ans. Pour les deux dernières années du programme, tous les membres ont été retenus pour faire bénéficier de leur expérience lors de la conclusion du programme et l'établissement de propositions pour « l'après Africa 2009 ».

Les partenaires financiers du programme ont été : l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (Sida), sous couvert de la Direction du patrimoine de la Suède, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) puis, plus tard, le Ministère des affaires étrangères de la Norvège, le Ministère des affaires étrangères de Finlande, le Ministère des affaires étrangères de l'Italie - département de la Coopération au Développement, le Fonds du Patrimoine Mondial et l'ICCROM.

Cette brochure présentant le bilan final d'Africa 2009 a été préparée par
Bakonirina Rakotomamonjy, CRAterre-ENSAG

Avec la participation de
Patrick Abungu, Baba Ceesay, Lazare Eloundou Assomo, Thierry Joffroy, Baba Keita, Joseph King, Herman Kiriama, Sebastien Moriset, Ishanlosen Odiaua, Deidre Prins Solani, Souayibou Varissou

Mise en page
Arnaud Misse

Nous nous devons aussi de reconnaitre les contributions de tous les membres du réseau Africa 2009, car chacun, à sa manière, a contribué au grand succès de ce programme.

CRAterre EDITION
ISBN 978-2-906901-66-7
© CRAterre - ENSAG, 2010

Imprimerie du Pont de Claix
Juin 2010

http://epa-prema.net
http://heritageinafrica.org
http://whc.unesco.org
http://iccrom.org
http://craterre.org

un programme de :

ÉPA
ÉCOLE DU PATRIMOINE AFRICAIN

ICCROM

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Convention du patrimoine mondial

CRAterre
ENSAG

CHDA

réalisé en partenariat avec les institutions nationales, et les organisations et communautés locales concernées, et avec le soutien de :

NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Ministero degli Affari Esteri

Sida

Riksanikvarieämbetet

ULKOASAINMINISTERIÖ